

DEPARTEMENT
VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT
SARCELLES
CANTON
FOSSÉS
COMMUNE
LUZARCHES

ARRÊTÉ DU MAIRE N°AP2026 - 117
ARRÊTE MUNICIPAL
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE
AU 6^{EME} ADJOINT - MODIFICATION

Le Maire de la Commune de Luzarches,

Vu l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, autorisant le maire à déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et à des conseillers municipaux ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du conseil municipal en date du 20 mars 2026 constatant l'élection de Monsieur Gilles Bondoux en qualité de sixième adjoint au maire ;

Vu l'arrêté 2026-078 en date du 26 mars 2026 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilles Bondoux, 6^{ème} adjoint au maire

Considérant la nécessité de réorganiser les services municipaux pour une meilleure adéquation des compétences et une gestion optimisée des attributions, notamment en matière de marché communal,

ARRÊTE :

Article 1 : Les délégations de fonctions à Monsieur Gilles Bondoux, sixième adjoint au maire sont modifiées comme suit :

Il est donné délégation de fonctions à Monsieur Gilles Bondoux, sixième adjoint au Maire, dans les domaines suivants :

1. Gestion du personnel municipal

- Suivi de la gestion administrative des agents communaux ;
- Participation à la définition et à la mise en œuvre de la politique de ressources humaines de la commune ;
- Suivi de l'organisation des services municipaux et des conditions de travail des agents
- Participation au dialogue social et aux relations avec les représentants du personnel ;
- Suivi des actions de formation, d'accompagnement et de valorisation des agents ;
- Contribution à l'amélioration de la qualité de vie au travail et à la prévention des risques professionnels.

2. Conciliation informelle et médiation de proximité

- Accueil et écoute des administrés dans le cadre de différends de nature privée ;
- Participation à des actions de médiation informelle visant à favoriser le dialogue entre administrés ;
- Orientation des administrés vers les dispositifs compétents (conciliateur de justice, services sociaux, associations, etc.) ;
- Participation à la prévention des conflits de voisinage et au maintien du lien social.

3. Finances (dans le périmètre des délégations ci-dessus)

- Suivi de l'exécution budgétaire des services relevant de la délégation ;
- Validation des engagements de dépenses dans la limite des crédits inscrits au budget.

4. Marché communal

- Organisation et suivi du fonctionnement du marché communal ;
- Relations avec les commerçants non sédentaires et les placiers ;
- Suivi des autorisations d'occupation du domaine public liées au marché ;
- Participation à l'amélioration de l'attractivité et de l'organisation du marché.

Article 2 : Délégation de signature

Dans le cadre des attributions définies à l'article 1, délégation est donnée à Monsieur Gilles Bondoux pour signer :

- Les courriers administratifs ;
- Les actes de gestion courante ;
- Les bons de commande et engagements de dépenses ;
- Les pièces comptables afférentes aux domaines délégués.

Article 3 : Modalités d'exercice

Les actes signés dans le cadre de la présente délégation devront être précédés de la mention :

« Par délégation du Maire »

Tout acte dépassant le cadre strict de la présente délégation sera réputé nul et de nul effet.

Article 4 : Responsabilité et contrôle

Le Maire conserve la responsabilité des actes signés au titre de la présente délégation et peut à tout moment y mettre fin.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise - 4 boulevard de l'Hautil BP 30322, (95027) Cergy-Pontoise cedex dans un délai de 2 [DEUX] mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible par le biais du site « www.telerecours.fr ».

Article 6 : Exécution et prise d'effet

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé, transmis au représentant de l'État dans le département et publié conformément à la réglementation en vigueur.



Michel MANSOUX
Maire

Luzarches, le 21 mai 2026

Date de notification : 26/05/2026
Date de transmission au représentant de l'Etat : 26/05/2026
(pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT)
Date de publication : 26/05/2026